

FLASH INFO SCPN du 22 septembre 2017 MOBILISATION DES CRS

Cher(e)s collègues,

Jeudi 21 septembre 2017, un mouvement d'une ampleur sans précédent a frappé les CRS, laissant cette direction opérationnelle dans l'incapacité de fonctionner, avec des taux d'absence atteignant souvent 90 %, alors que le pays se trouve toujours en régime d'état d'urgence et que l'actualité sociale est particulièrement tendue.

Sur le fond, les chefs de service que nous représentons n'ignorent pas la charge qui est celle des compagnies républicaines de sécurité. Le harassement suscité par la multiplication de missions réalisées dans des conditions souvent difficiles (ultra violence anarchiste, interventions dans les camps de migrants), et sous la pression constante des médias et de diverses organisations (Human Rights Watch par exemple) laisse incontestablement des traces chez les hommes et les femmes qui les composent.

Les témoignages nombreux de nos adhérents affectés à la DCCRS attestent de leur profond attachement à leur institution et de leur croyance en la noblesse de la mission qu'ils exercent.

Ils manifestent également une conscience aigüe des difficultés de ce métier, que supportent chaque policier, quel que soit son grade.

Ils ont été souvent abasourdis par le mouvement entamé hier, mais ont tenu leur « maison », autant qu'ils ont pu. Nous leur adressons notre soutien dans l'épisode inédit qu'ils vivent.

Si l'usure d'une institution doit être comprise, sur la forme, la réaction radicale observée, qui constitue, de fait, une cessation concertée du travail jamais constatée, ne peut qu'être condamnée.

Si se faire entendre peut parfois impliquer d'user d'un discours vif, et d'agir sans concessions, les policiers doivent s'astreindre à respecter autant que possible leur **mission**. Or, dans les circonstances actuelles, l'indisponibilité des forces mobiles de la police nationale est susceptible de mettre l'ordre républicain en péril.

Par ailleurs, la rupture orchestrée des CRS avec leur devoir de servir, par-delà la mise à mal de la continuité du service public, met en danger l'image de la police nationale, vis-à-vis de la population, mais également au sein même de l'institution.

Le SCPN appelle donc l'ensemble des acteurs de cette crise sans précédent à trouver rapidement l'apaisement. La France traverse une période de menace extrême, nous devons rester unis.

Le Secrétariat Général du SCPN